

### Dépenses pharmaceutiques

Les produits pharmaceutiques jouent un rôle essentiel dans le système de santé. Les responsables publics doivent établir un juste équilibre entre l'accès aux nouveaux médicaments et les incitations proposées aux professionnels du secteur, tout en reconnaissant les limites des budgets de santé. Après les soins hospitaliers et les soins ambulatoires, les produits pharmaceutiques représentent le troisième poste de dépenses de santé le plus important : ils constituaient en moyenne plus d'un sixième (16 %) du total de ces dépenses en 2015 dans les pays de l'OCDE (sans compter les dépenses en produits pharmaceutiques dans les hôpitaux).

Tout comme les autres postes de soins de santé, les dépenses en produits pharmaceutiques sont largement financées par l'État ou par les régimes d'assurance obligatoires (graphique 10.1). Dans les pays de l'OCDE, ces régimes couvrent en moyenne environ 57 % de l'ensemble des dépenses pharmaceutiques de détail, les patients eux-mêmes (39 %) et les assurances privées souscrites à titre volontaire (4 %) finançant le reste. C'est en Allemagne et au Luxembourg que la couverture est la plus généreuse puisque l'État et les régimes d'assurance obligatoires prennent en charge 80 % ou plus de l'ensemble des frais pharmaceutiques. Dans huit pays de l'OCDE, les régimes publics ou obligatoires couvrent moins de la moitié des sommes dépensées en médicaments. C'est le cas en Pologne (34 %), en Lettonie (35 %), au Canada et aux États-Unis (36 % dans les deux cas). Dans ces pays, l'assurance privée volontaire ou les dépenses à la charge du patient jouent un rôle beaucoup plus important dans le financement des produits pharmaceutiques.

Le total de la facture pharmaceutique de détail dans les pays de l'OCDE s'est élevé à plus de 800 milliards USD en 2015. Toutefois, les dépenses en produits pharmaceutiques par habitant varient fortement entre les pays, du fait des différences de volume, d'habitudes de consommation et de prix de ces produits, ainsi que de l'utilisation des médicaments génériques (graphique 10.2). Par habitant, les États-Unis dépensent beaucoup plus en produits pharmaceutiques que tout autre pays de l'OCDE (1 162 USD), et plus du double de la moyenne de l'OCDE. La Suisse (982 USD) et le Japon (798 USD) dépensent aussi considérablement plus en médicaments par habitant que les autres pays de l'OCDE. À l'opposé, le Danemark (240 USD), Israël (313 USD) et l'Estonie (326 USD) affichent des niveaux de dépense relativement bas.

Environ 80 % du total des dépenses pharmaceutiques de détail concernent les médicaments sur ordonnance, le reste correspondant aux médicaments en vente libre. Les médicaments en vente libre s'achètent sans ordonnance et les patients en paient en général intégralement le coût. La part des médicaments en vente libre est particulièrement élevée en Pologne, représentant la moitié des dépenses en produits pharmaceutiques, mais aussi en Espagne (34 %) et en Australie (31 %).

La croissance annuelle moyenne des dépenses pharmaceutiques au cours de la période 2009-15 a été bien inférieure à celle des années ayant précédé la crise (graphique 10.3). Entre 2009 et 2015, les dépenses en produits pharmaceutiques ont reculé de 0,5 % par an en moyenne dans l'OCDE, principalement du fait de réductions des dépenses de l'État ou des régimes obligatoires et des expirations de brevet de certains produits dits « blockbusters », tandis qu'elles ont augmenté de 2,3 % par an sur la période 2003-09.

La réduction a été particulièrement marquée dans les pays européens qui ont été frappés par la crise économique et financière, comme la Grèce (-6,5 %), le Portugal (-5,9 %) et l'Irlande (-4,4 %). Face à des budgets publics de plus en plus tendus, de nombreux gouvernements ont fait de la réduction des dépenses en produits pharmaceutiques une priorité pour contenir les dépenses publiques. Parmi ces mesures figurent le déremboursement de certains produits et l'introduction ou l'augmentation de la redevance payée par les patients pour les médicaments sur ordonnance vendus en pharmacie (Belloni et al., 2016).

Plus récemment, plusieurs pays, dont l'Allemagne, la Suisse, la Belgique et les États-Unis ont vu les dépenses en produits pharmaceutiques repartir à la hausse, en partie en raison de fortes augmentations des dépenses pour certains médicaments coûteux tels que les traitements contre l'hépatite C ou le cancer.

#### Définition et comparabilité

Les dépenses pharmaceutiques sont celles consacrées aux médicaments sur ordonnance et à l'automédication (produits en vente libre). Dans certains pays, d'autres biens médicaux non durables y sont aussi inclus. Ces dépenses couvrent aussi la rémunération des pharmaciens quand celle-ci est séparée du prix des médicaments. La dépense finale au titre des produits pharmaceutiques inclut les marges des grossistes et des détaillants et la taxe sur la valeur ajoutée. Dans la plupart des pays, les dépenses pharmaceutiques totales sont « nettes », c'est-à-dire qu'elles prennent en compte les ristournes éventuelles que les laboratoires pharmaceutiques, les grossistes ou les pharmacies peuvent avoir à consentir.

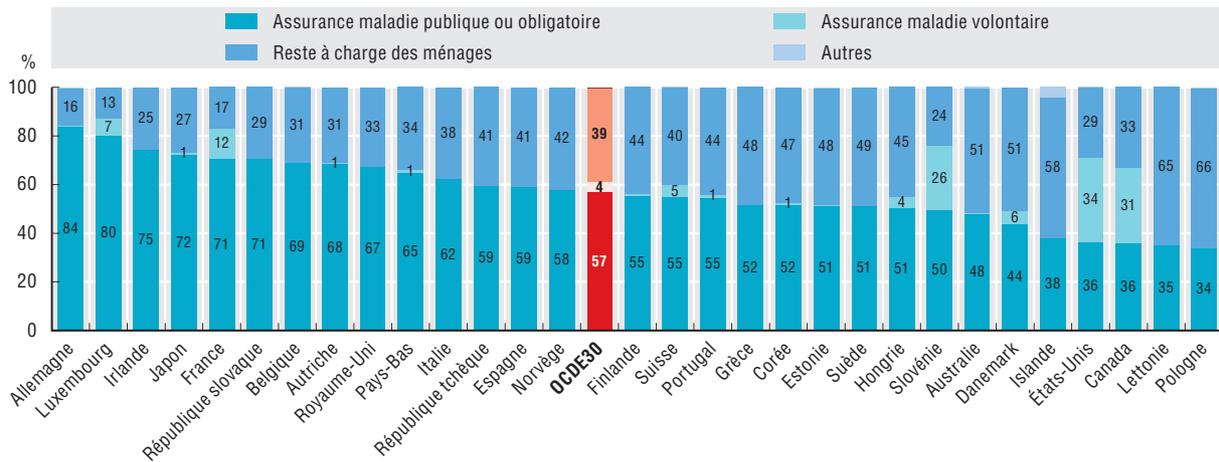
Les produits pharmaceutiques consommés dans les hôpitaux et d'autres structures de soins de santé dans le cadre de traitements avec hospitalisation ou en ambulatoire sont exclus (les données disponibles semblent indiquer que leur inclusion renchérirait les dépenses pharmaceutiques de 10-20 %). On observe des problèmes de comparabilité en matière d'administration et de mise à disposition des produits pharmaceutiques aux patients ambulatoires dans les hôpitaux. Dans certains pays, les coûts sont inclus dans la catégorie des soins curatifs tandis que dans d'autres ils figurent dans celle des produits pharmaceutiques.

Les dépenses pharmaceutiques par habitant sont ajustées pour tenir compte des différences de pouvoir d'achat.

#### Références

Belloni, A., D. Morgan et V. Paris (2016), « Pharmaceutical expenditure and policies: Past trends and future challenges », *Documents de travail de l'OCDE sur la santé*, n° 87, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jm0q1f4cdq7-en>.

Graphique 10.1. **Dépenses en produits pharmaceutiques au détail<sup>1</sup> par type de financement, 2015 (ou année la plus proche)**



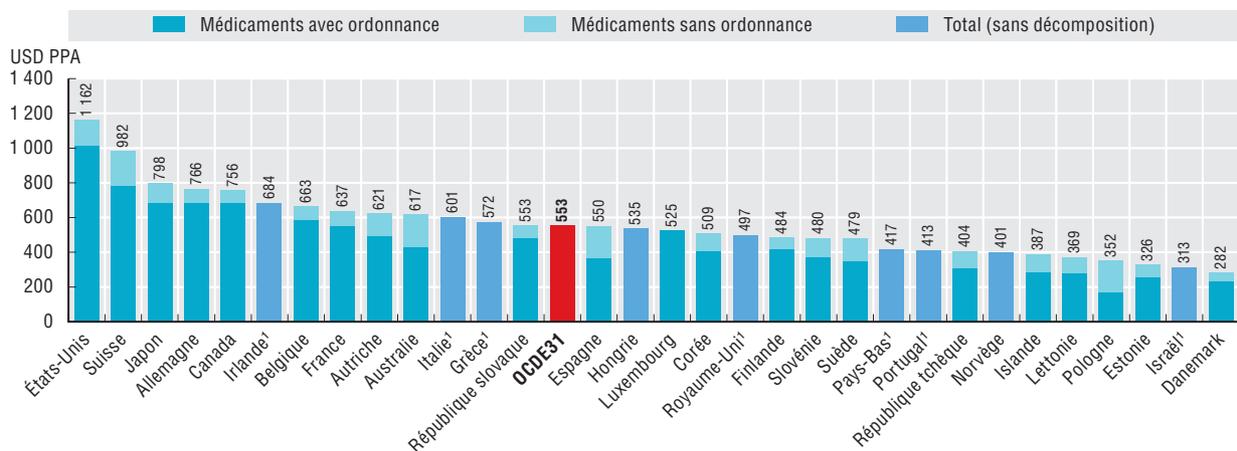
Note : La catégorie « Autres » comprend les financements assurés par les régimes à but non lucratif, les entreprises et le reste du monde.

1. Produits médicaux non-durables inclus.

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2017.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933609872>

Graphique 10.2. **Dépenses en produits pharmaceutiques au détail par habitant, 2015 (ou année la plus proche)**

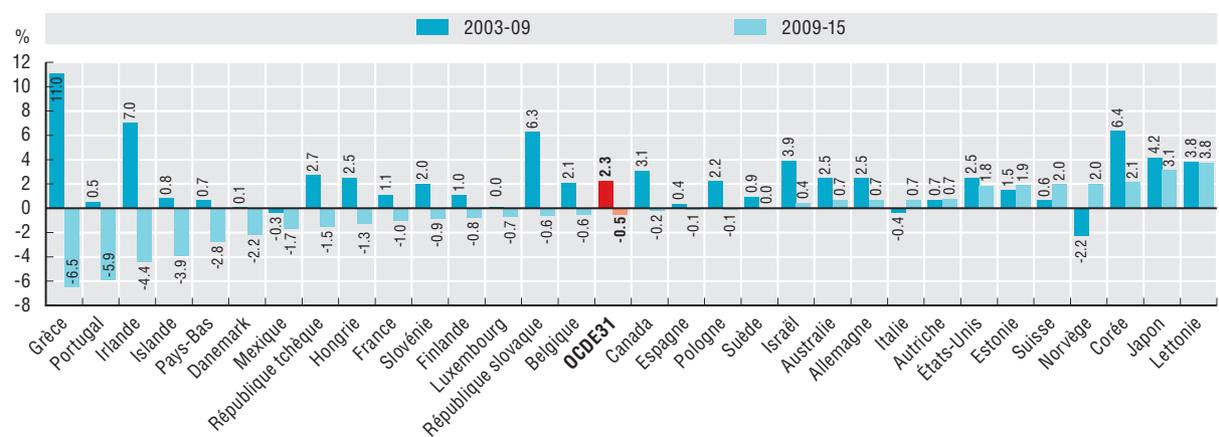


1. Produits médicaux non-durables inclus (d'où une surestimation d'environ 5-10 %).

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2017.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933609891>

Graphique 10.3. **Croissance annuelle moyenne des dépenses en produits pharmaceutiques<sup>1</sup> par habitant, en termes réels, 2003-09 et 2009-15 (ou période la plus proche)**



1. Produits médicaux non-durables inclus.

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2017.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933609910>



Extrait de :  
**Health at a Glance 2017**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/health\\_glance-2017-en](https://doi.org/10.1787/health_glance-2017-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2017), « Dépenses pharmaceutiques », dans *Health at a Glance 2017 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/health\\_glance-2017-68-fr](https://doi.org/10.1787/health_glance-2017-68-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).